

BERTRAND COLLOMB

Président d'honneur de Lafarge.

Le concept d'économie du savoir, d'abord illustré par la Silicon Valley, a été adopté par de nombreux pays, et plus récemment par l'Union européenne avec sa stratégie de Lisbonne. Cependant il reste beaucoup à faire pour mettre en œuvre le concept de manière efficace.

L'éducation est la base évidente de l'économie de la connaissance. Mais la performance de nombreux pays dans ce domaine est encore insuffisante. Les pays industriels ont du mal à adapter leur système traditionnel à l'éducation de masse et à l'augmentation de la diversité de la population, avec des taux élevés d'abandon scolaire ou d'échec.

Les pays émergents ont des performances très diverses, notamment en Afrique ou en Amérique latine.

Même les systèmes d'éducation bien établis éprouvent des difficultés à passer d'une approche de « savoir pour le savoir » à une culture de l'innovation.

Dans de nombreux pays, il devient de plus en plus difficile d'attirer les jeunes vers les sciences exactes, tandis que de nombreux pays sont les témoins d'une fuite des cerveaux amenant les meilleurs à aller dans des centres d'excellence bien établis et attractifs.

L'innovation et la capacité de nourrir l'innovation, c'est d'abord une question culturelle. L'innovation, c'est le changement, et de nombreuses sociétés sont réticentes à valoriser le changement et à récompenser l'initiative et le succès. La France en est un exemple, où de nombreux programmes spéciaux ont été créés pour développer l'innovation. Ils ont donné des résultats mitigés, ce qui montre qu'il est difficile de créer des îlots d'innovation dans une société globalement conservatrice.

Un autre exemple est le développement insuffisant des nouvelles technologies de l'information, non pas parce qu'elles ne sont pas disponibles, ou parce que les compétences nécessaires pour les appliquer font défaut, mais parce que leur mise en œuvre requiert des changements profonds dans les structures et les méthodes, souvent difficiles en raison de la résistance au changement.

Les modèles d'innovation qui fonctionnent bien exigent également une collaboration entre le secteur public et le secteur privé, comme en témoignent le financement des universités américaines. Ce n'est pas très développé dans de nombreux pays, en particulier en Europe continentale.

Mais il y a une merveilleuse opportunité avec les objectifs très ambitieux que l'Europe s'est fixée dans les domaines de l'énergie et du changement climatique. Ils exigeront un saut quantique dans l'innovation européenne. Et, contrairement à l'Internet ou au développement des technologies de l'information, des investissements lourds et de longue haleine seront nécessaires pour développer les percées technologiques qui sont nécessaires. Dans un domaine où les gouvernements, et non les marchés, définissent les objectifs, la combinaison des efforts publics et privés sera absolument essentielle à la réussite.

Au cours des dernières années, la prédominance de l'économie financière, a été un danger pour le développement de l'économie de la connaissance. Alors que dans les années 80 et 90, le meilleur rendement pouvait être atteint par les start-up et le capital-risque, plus récemment, la restructuration financière des entreprises existantes par le biais des LBO (rachats d'entreprises par endettement) et des private equity (prises de participation privées) est devenu la norme. À la suite de la crise financière il y aura une possibilité de revenir à une véritable innovation et à l'esprit d'entreprise. Mais l'augmentation attendue des réglementations pourrait également étouffer l'innovation. Les entrepreneurs continueront d'avoir besoin de liberté et de grosses récompenses si l'innovation doit s'épanouir.

Enfin, le développement d'une économie de la connaissance exige l'émergence de centres d'excellence où la connaissance peut être partagée et des synergies peuvent être exploitées.



Les États-Unis, grâce à leur taille et à leurs traditions, ont développé plusieurs de ces centres autour de quelques grandes universités, et une proportion très importante du financement public ou privé est concentrée sur moins de 15 institutions.

D'autres pays, et en particulier l'Europe, ne disposent pas de tels centres de convergence, et ils ont besoin de s'appuyer sur des réseaux pour atteindre la taille critique et le niveau d'échanges nécessaire pour réussir.

Le renforcement et l'intégration des points forts - comme l'initiative ParisTech en France - et la construction de réseaux efficaces entre eux, est une tâche difficile. L'Institut européen de technologie, d'abord conçu comme un nouvel MIT européen, est devenu une expérience de création de réseau, et il sera intéressant de voir s'il peut éviter les problèmes habituels des initiatives européennes coordonnées.

Oui, devenir une économie de la connaissance mérite des efforts, mais ce bref examen montre l'ampleur des difficultés à surmonter. L'action ne peut réussir que si elle est au centre d'une politique publique stratégique globale et à multiples facettes.